

3 septembre 1998 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse conjointe de MM. Jacques Chirac, Président de la République et M. Leonid Danilovitch Koutchma, Président de la République d'Ukraine, sur la coopération économique et technologique franco-ukrainienne, la fermeture de la centrale de Tchnernobyl, la crise politique en Russie et le soutien financier de la communauté internationale à l'Ukraine, Kiev le 3 septembre 1998.

M. KOUTCHMA - L'Ukraine indépendante, reçoit pour la première fois en visite officielle le Président de la France, Jacques Chirac, le Chef de l'Etat qui reste toujours une des forces motrices de la politique mondiale.

Au cours des pourparlers nous avons discuté d'un large éventail de questions de coopération bilatérale et des problèmes internationaux urgents. Au cours de ces dernières années, nous avons établi un dialogue régulier, politique entre les dirigeants de nos pays. Il y a eu déjà quatre rencontres de chef d'Etat.

Nous avons constaté également, une animation notable des contacts bilatéraux au niveau ministériel dans le cadre notamment du Ministère des Affaires étrangères, des relations économiques extérieures. On fait des pas importants en ce qui concerne la coopération au niveau régional.

Une place importante a été réservée aux perspectives d'approfondissement de la coopération bilatérale dans le domaine commercial et économique.

Malheureusement, ces dimensions ne répondent pas jusqu'à présent aux possibilités de nos deux pays.

Nous avons constaté également, un niveau insuffisant de la coopération dans le domaine de l'investissement. Mais, en même temps, ce qui donne de l'optimisme, c'est un intérêt qui est manifesté par des compagnies comme Lafarge, Alcatel, De Dietrich. Nous espérons qu'elles seront suivies par d'autres maisons françaises.

Nous avons constaté l'importance de la création d'une commission mixte bilatérale pour les affaires économiques qui a déjà commencé à travailler. Nous avons convenu de favoriser ces activités.

Au cours des pourparlers nous avons également discuté d'un nombre de questions relatifs à la fermeture de la centrale de Tchernobyl en Ukraine. On apprécie beaucoup les efforts de la France qui nous aide pour minimiser les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl. Je ne peux pas rappeler le fait que la République française a déboursé 40 millions de dollars pour la réalisation du projet " sarcophage ". C'est une des plus importantes contributions parmi les pays d'Europe.

Nous avons également échangé nos points de vue en ce qui concerne la possibilité et la nécessité de l'élargissement des liens culturels. Ils auront une impulsion après la tenue l'année prochaine

Le renforcement des liens culturels ne devrait être impensable après la tenue l'année prochaine des journées culturelles d'Ukraine en France. Etant donné le rôle de l'Ukraine et de la France en tant qu'Etat influent, nous avons analysé les processus qui se déroulent sur le continent du point de vue des perspectives de l'élargissement européen et de l'OTAN. Les deux parties ont confirmé leur détermination de ne pas permettre l'apparition d'une nouvelle séparation en Europe. En général, le sommet actuel a témoigné que les positions de Kiev et de Paris, en ce qui concerne la plupart des questions internationales, coïncident ou bien sont très proches.

Nous avons fait état également de la situation de la crise en Russie qui pèse sur l'Ukraine. La gravité de cette situation est évidente. Voilà pourquoi je veux ne pas souligner le rôle particulier de la France, de son Président, M. Chirac, en ce qui concerne le soutien de l'Ukraine dans le cadre du programme de financement élargi qui est en ce moment traité et considéré par le Fonds Monétaire International. De même que le rôle de l'Allemagne dans ce même problème.

Le programme de financement élargi est soutenu également par l'Union européenne. Ceci a été confirmé au cours de ma conversation téléphonique avec le Chancelier fédéral de l'Autriche M. Klima, c'est le pays qui préside aujourd'hui à l'Union européenne.

Je voudrais pour terminer ma courte déclaration, vous remercier pour votre attention et passer la parole à M. le Président Chirac.

LE PRESIDENT - Mesdames, Messieurs, je vais vous dire pourquoi la France attache une importance particulière à cette première visite d'Etat dans la nouvelle Ukraine.

La France considère qu'une Ukraine indépendante garantie dans ses frontières actuelles, progressant sur le chemin de la démocratie et des réformes économiques, est un élément essentiel de la stabilité, de la paix et du développement dans l'Europe de demain. Donc, la France attache une importance très particulière à la relation entre l'Union européenne, et sa propre relation, avec l'Ukraine.

Je suis venu avec une délégation importante, une délégation politique bien entendu, mais également économique. Pour trois raisons, d'abord apporter à l'Ukraine cette considération, ce respect et ce soutien que je viens d'évoquer. Ensuite pour dire à l'Ukraine que nous considérons qu'elle est bien entendue en Europe dans une Europe qui se forge, qui mettra encore un certain nombre d'années à trouver sa forme définitive, mais qui veut être une Europe de démocratie et de paix. Ce qui suppose de faire disparaître, comme le disait à l'instant le Président Koutchma toute ligne de clivage au sein de l'Europe, toute séparation artificielle au sein de l'Europe. Déjà l'accord de partenariat et de coopération passé entre l'Ukraine et l'Union européenne est un pas positif. De même que l'important pacte fondateur entre l'OTAN et l'Ukraine va naturellement dans ce sens. Cette évolution doit se poursuivre l'Ukraine est européenne et je voulais en témoigner à l'occasion de ce voyage.

La troisième raison, c'est que notre relation est économique. Nous sommes deux pays comparables en superficie, en population, deux pays européens. Notre coopération économique, commerciale, doit être confortée, développée. L'Ukraine, à cet égard, fait des efforts importants pour mettre en place un système qui inspire confiance, notamment aux investisseurs, un système qui institue une stabilité dans le domaine administratif, fiscal, commercial et un système qui assume, même si c'est difficile les réformes indispensables pour que l'Ukraine s'adapte à l'Europe et au monde de demain.

Nous avons évoqué un certain nombre de ces liens commerciaux, industriels, que nous pouvons conforter. C'est dans ce sens que les accords auxquels vous avez assisté ont été signés tout à l'heure. Ce qui explique également la présence ici d'un certain nombre de chefs de grandes ou moyennes entreprises qui m'ont accompagné dans ce voyage.

Voilà l'esprit dans lequel je me suis rendu ici, qui est un esprit de confiance et d'amitié de la France pour l'Ukraine.

QUESTION - Messieurs les Présidents, ma question s'adresse à tous les deux. Quel est le regard que vous portez sur la crise en Russie. Pensez-vous que la contagion peut toucher les pays proches, notamment l'Ukraine ?

M. KOUTCHMA - La situation qui s'est créée en Russie ne peut ne pas influencer l'Ukraine, car la Russie est un de nos plus grands partenaires. En premier lieu, cette influence peut être

psychologique, car nous sommes voisins. Ce qui se passe en Russie devient très connu en Ukraine à travers les médias, à travers les contacts et les relations entre les gens. Si nous arrivons à surmonter le facteur psychologique, il n'y aura pas beaucoup de raisons pour la répétition de la même situation en Ukraine. Mais pour cela, nous avons besoin aussi de la communauté internationale et en premier lieu, comme je l'ai dit dans ma déclaration, c'est du soutien dans le cadre du programme de financement élargi proposé par le FMI qui prévoit le soutien dans notre monnaie nationale. Espérons que cette situation qui est grave ne va trop toucher l'Ukraine.

LE PRESIDENT - Je partage ce qu'a exprimé le Président de l'Ukraine. Nous sommes naturellement inquiets de la crise à la fois économique et politique que connaît la Russie. Nous en reparlerons peut-être tout à l'heure. Je pense que la communauté internationale doit en réalité se mobiliser sans aucun doute pour aider la Russie, mais également pour éviter que, notamment sur le plan monétaire et financier, les difficultés russes n'aient de conséquences sur la situation des pays qui l'entourent et en particulier au premier chef de l'Ukraine, parce que si nous ne nous mobilisons pas suffisamment pour garantir la situation en Ukraine, les conséquences peuvent être graves, ensuite ce sera la Pologne et d'autres pays. Il faut être très pragmatique et responsable dans ce domaine.\

QUESTION - La question est adressée à M. Jacques Chirac. A la suite du dialogue franco ukrainien. M. Chirac, peut-il donner une évaluation concrète des activités du Président de l'Ukraine dans le sens des réformes économiques en Ukraine ?

LE PRESIDENT - Elle sera brève, d'une part la France, mais je dirais plus largement l'Union européenne, soutiennent sans réserve les mesures d'adaptation, de modernisation de l'économie ukrainienne, mesures souvent difficiles, c'est vrai, mais indispensables, inévitables et qui sont prises par le Président de l'Ukraine et par son gouvernement. Nous les soutenons par amitié, mais aussi par nécessité. Je vous ai dit tout à l'heure, l'importance que nous attachons à une Ukraine forte dans l'Europe de demain. Il faut que l'Ukraine se donne les moyens de cette force. C'est cela l'objectif du Président Koutchma lorsqu'il fait les réformes qui s'imposent et qu'il les fait avec courage. Il sait bien que l'Union européenne et en particulier la France, mais aussi l'Allemagne, le Chancelier me le disait encore avant hier, nous lui apportons un soutien sans réserve.\

QUESTION - C'est une question pour les deux Présidents. Vous avez parlé de Tchernobyl. Avez-vous parlé de la fermeture définitive de la centrale en l'an 2000 et de la possibilité d'autres Tchernobyls ? Avez-vous parlé du problème des soins, puisque les associations parlent de plusieurs centaines de nouveaux cas de cancers par an ?

M. KOUTCHMA - Ces questions ont été débattues. Les questions de la fermeture de Tchernobyl et de l'aide apportée à l'Ukraine dans le domaine de la médecine, de la santé. En Ukraine, nous n'avons aucun doute que la centrale de Tchernobyl doit être fermée. Mais aujourd'hui, ce problème est lié à la construction des deux blocs autres. Nous avons discuté avec M. le Président, comment il faut agir pour résoudre ces problèmes, les problèmes de financement surtout.

LE PRESIDENT - Nous avons effectivement, comme vient de le dire le Président, évoqué ces problèmes. Tout le monde souhaite et l'Ukraine la première que les engagements de fermeture de Tchernobyl en l'an 2000 soient tenus. Naturellement, cela suppose les moyens de l'obtenir. Il faut des moyens financiers. Le G7, et notamment la France, a prévu un financement important pour permettre d'assumer ce programme de l'ordre de 3,4 milliards de dollars je crois. Mais cela suppose également une deuxième condition, c'est que les Ukrainiens puissent avoir de l'électricité, de l'énergie. Si on ferme Tchernobyl, il faut pouvoir ouvrir en même temps les deux centrales électriques prévues. Ces centrales supposent un financement que le G7 a demandé à la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement. Or, pour des raisons techniques - que je peux comprendre par ailleurs -, la banque européenne n'a pas encore dégagé ce financement. Par conséquent, nous sommes convenus, le Président et moi, de demander à la Présidence du G7, actuellement britannique, de faire d'urgence les réunions nécessaires pour qu'une solution puisse être apportée aux problèmes techniques évoqués par la banque, que le

financement des deux centrales qui ont fait l'objet d'une décision politique du G7 soit ainsi assuré pour qu'elles soient terminées en temps utile pour permettre la fermeture de Tchernobyl. Voilà, comment se pose ce problème. Et là, aussi, nous n'avons aucune divergence de vue entre le Président de l'Ukraine et la France.

QUESTION - Est-ce que les soins aujourd'hui peuvent être davantage organisés, puisque, apparemment cela manquait de financement aussi, les soins des malades ?

LE PRESIDENT - Le ministre de la Santé, qui s'en est entretenu avec les autorités ukrainiennes, pourrait utilement répondre à cette question.

M. KOUCHNER - La France a aidé par l'intermédiaire d'une association principalement, cette association s'appelle : "Les enfants de Tchernobyl", et dans un premier temps, nous attendions, la communauté internationale attendait les effets de l'incident de Tchernobyl. De nombreuses années après, il s'est avéré qu'en ce qui concerne les cancers de la thyroïde et en ce qui concerne quelques leucémies, les effets se faisaient sentir plus tôt.

Globalement, environ 10 000 enfants ont été examinés, examinés seulement par cette association avec l'aide de la France, et quelques centaines ont été diagnostiqués dont une trentaine opérés en France, à une ou plusieurs reprises. Ce suivi est assuré. Nous continuerons de le faire comme dans bien d'autres domaines de la santé, en particulier dans le domaine de l'assistance materno-infantile, de la dialyse pour insuffisance rénale, de la psychiatrie. Nous avons évoqué la participation française sur le fonds de solidarité thérapeutique que le Président de la République a proposé à l'Union européenne en ce qui concerne la transmission mère-enfant du SIDA.

QUESTION - La question pour le Président Chirac. Nous savons que la France a des limites de crédit non utilisées assez grand. Est-ce que vous avez adopté une décision personnelle pour élargir ces crédits pour l'Ukraine et pour élargir les investissements français en Ukraine ?

La question pour le Président Koutchma. Vos oukoye ont constitué une base qui a prévenu la chute de la grivna. Quelle garantie pensez-vous accorder aux investisseurs et aux créanciers de l'Ukraine étrangers ?

LE PRESIDENT - Pour ce qui concerne la France, je répète que nous souhaitons développer fortement notre coopération financière et commerciale, et notamment nos investissements, les investissements privés en Ukraine. Nous constatons que les mesures prises par les autorités ukrainiennes vont dans le sens favorable au développement des investissements et donc, nous entendons suivre cette voie. J'ajoute qu'en France, comme dans l'Union européenne, nous faisons confiance à l'Ukraine, à son avenir, à sa capacité d'assumer ses réformes et de s'adapter au monde moderne.

M. KOUTCHMA - Je veux revenir à la situation russe. Elle peut ne pas influencer sur l'Ukraine. La question concerne seulement les dimensions de cette influence et des mesures qui sont prises par le gouvernement et la banque nationale aujourd'hui. Effectivement, nous élaborons une série de mesures supplémentaires pour alléger ce coût financier. L'une de ces mesures est la réduction du déficit budgétaire. C'est une contrainte assez dure mais nous comprenons bien qu'il n'y a pas d'autres à entreprendre ou à faire et aujourd'hui, il est absolument indispensable d'assurer la coopération de tous les pouvoirs, législatif et exécutif, en Ukraine. Je suis content qu'il y ait de très bons signes de cette coopération.

En ce qui concerne d'autres mesures, je ne vais pas en faire part, les rendre publiques aujourd'hui car le Cabinet des ministres s'est réuni aujourd'hui avec la banque nationale et ce soir, nous allons dire ouvertement ce que nous proposons.

QUESTION - J'aimerais savoir si vous avez, tous les deux, la même évaluation de la situation de la crise en Russie parce que M. Koutchma a parlé d'un impact psychologique et vous, M. le Président, vous avez parlé d'une contagion, ce qui semble sensiblement différent.

LE PRESIDENT - Non, je crois que ce sont deux manières d'exprimer la même chose. Il est évident que les problèmes psychologiquement sont connectés. C'est un problème de confiance. Il faut savoir si, à l'égard de tel ou tel pays, la confiance reste ou non. Je pense, par conséquent, à condition que tout le monde soit sérieux et raisonnable, et notamment que la communauté internationale, que le Fonds monétaire international fassent les efforts nécessaires, que l'influence

internationale, que le Fonds monétaire international rassemble les efforts nécessaires, que l'impact de la crise russe sur l'Ukraine peut être nulle. Je le répète encore faut-il que tout le monde fasse les efforts nécessaires. Cette crise russe est tout de même très importante au-delà de l'Ukraine pour l'ensemble de l'Europe et même du monde.

La Russie se trouve, aujourd'hui, confrontée au problème considérable de la transition entre le système ancien - le système soviétique -, et le système du monde moderne. C'est très difficile, très douloureux aussi. Cela provoque l'affrontement des forces conservatrices, qui sont forcément nombreuses, - dans tous les pays les forces conservatrices sont nombreuses - avec, je dirai, les forces modernes, les forces qui comprennent les exigences de la situation actuelle et les évolutions du monde et essayent de les anticiper. C'est cela la crise politique que nous observons aujourd'hui en Russie.

Alors, il ne m'appartient pas de porter naturellement un jugement sur ce que doit faire la Russie mais, ce qui est important pour nous, c'est que la Russie ait une vision moderne de l'économie, qu'elle ait une vision démocratique de la société et qu'elle ait une vision pacifique du monde. C'est cela qu'incarne en réalité, au-delà de toutes les polémiques dans lesquelles il ne m'appartient pas d'entrer, c'est cela, cette triple vision qu'incarne en réalité Boris Eltsine. Voilà pourquoi, nous avons, tous les Européens, mais aussi le monde occidental directement concerné par l'évolution de la Russie, apporté notre soutien à cette vision des choses et à l'homme qui les incarne.

M. KOUTCHMA - Je voudrais que vous nous compreniez très bien. L'impact économique existe évidemment de la part de la Russie sur l'Ukraine. C'est tout à fait naturel, car 32% d'exportations ukrainiennes sont dirigées vers la Russie. Vous comprenez comment cette situation peut influencer sur l'économie ukrainienne mais cela ne donne pas une raison sérieuse pour la faillite financière. Mais l'impact psychologique, effectivement, est présent et très grave. Il n'y a pas de raison économique sérieuse pour que les conséquences imprévisibles en Ukraine n'existent pas. Nous avons rééchelonné toutes nos obligations, toutes nos dettes devant les investisseurs nationaux et étrangers pour quelques années. Il n'y a pas eu de reflux de capitaux étrangers dans notre marché, voilà pourquoi, il y a cette stabilité relative en Ukraine. Mais, un autre signal positif pourrait être donné par le programme du FMI pour les investisseurs étrangers qui ont aujourd'hui leur dépôt sur le marché des titres.

QUESTION - Cette question est adressée aux deux Présidents. Avez-vous la certitude que le FMI va accorder ce crédit de financement élargi en Ukraine dans la situation où l'Ukraine traverse une crise quand même ? Avez-vous débattu de la construction de l'avion ou de la construction de la base de l'avion ANTONOV 70 d'un avion européen moyen ?

LE PRESIDENT - Sur la deuxième question : oui, nous avons débattu et les études, vous le savez, se poursuivent. Elles devraient aboutir, je pense, dans les prochains mois, c'est-à-dire au début de l'année 1999.

Sur la première question, très importante, je voudrais dire que le Président Koutchma et son gouvernement négocient actuellement un programme avec le FMI. Ils le font, comme le Président l'évoquait tout à l'heure, avec le soutien du Président de la RADA - le Parlement ukrainien. Ce programme, lorsqu'il sera approuvé, doit permettre à l'Ukraine d'avancer sur la voie des réformes qui sont, je le disais tout à l'heure, nécessaires, incontournables, inévitables.

Les difficultés actuelles de la Russie, on l'a dit, pèsent naturellement sur la situation de l'Ukraine et elles doivent être pleinement prises en compte par les négociateurs actuels, notamment, les négociateurs du Fonds monétaire. Ces négociations devraient aboutir très rapidement et le Conseil d'administration du Fonds monétaire international devrait être en mesure d'approuver ce programme dans les délais les plus brefs possibles. Et, quand je dis les plus brefs possibles, de mon point de vue et dans l'intérêt général, c'est une question de jours.

La France, pour sa part, apporte tout son soutien au programme en voie d'élaboration en Ukraine. Elle maintient un contact étroit avec ses principaux partenaires à ce sujet : l'Allemagne, l'Union européenne, les Etats-Unis et je le répète, la France a confiance.

M. KOUTCHMA - J'ai un espoir que ce programme sera adopté car je pars du fait que les dépositaires les plus importants sont dans ce Fonds : les Etats-Unis, la France, l'Allemagne et

d'autres pays de l'Union européenne. Et dans ma déclaration j'ai déjà attiré votre attention sur le rôle éminent de la France et, en particulier, de M. Jacques Chirac, Président de la France, en ce qui concerne le soutien de l'Ukraine et de ce programme avec le FMI.\

QUESTION - Pour reparler de la crise économique en Russie, estimez-vous qu'il faut soumettre, conditionner la reprise de l'aide économique internationale à la Russie à la nécessité de réformes économiques structurelles ? Deuxièmement, estimez-vous qu'il faut qu'il y ait une position commune de l'Europe en la matière, donc sur la nécessité éventuelle de procéder à des réformes économiques en Russie ?

LE PRESIDENT - La solidarité internationale doit s'exprimer naturellement dans le cadre de la crise russe. Il va de soi, également, que la Russie doit s'aider elle-même, c'est-à-dire qu'elle doit prendre conscience de la nécessité de faire des réformes, de s'adapter au monde moderne. Elle doit, je le disais tout à l'heure, lutter contre les forces conservatrices et soutenir les forces du mouvement, c'est-à-dire de la réforme. Et, dans ce sens, la communauté internationale ne peut pas ne pas conditionner l'effort très important qu'elle fait et qu'on lui demande de faire à la mise en oeuvre par un gouvernement actif des réformes qui s'imposent. Ce n'est pas de l'ingérence dans les affaires intérieures de Russie, c'est une nécessité incontournable pour la stabilité de ce pays, son développement et la solution de ses problèmes.

Merci.\